

14 ENFANTS IRAKIENS POURRAIENT ÊTRE TRANSFÉRÉS EN ALGÉRIE POUR DES SOINS

Polémique entre le Conseil de l'Ordre des médecins et une association israélienne

Ce qui devait être un acte humanitaire et de bonne volonté pour venir en aide à des enfants malades, de surcroît, des irakiens réfugiés en Jordanie pour des raisons de guerre, risque de prendre des proportions politiques de portée internationale. La décision du Conseil national de l'Ordre des médecins (CNOM) de prendre en charge, à ses frais, 14 enfants irakiens souffrant de cardiopathies congénitales, suscite une réaction des plus intrigantes chez une association israélienne dénommée «Chifit Akhim».

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - «Chifit Akhim» aurait décidé de séquestrer les enfants dans un endroit gardé, jusque-là secret. C'est ce que nous avons appris hier de la bouche du président du CNOM, le docteur Bekkat Berkani Mohamed, qui a animé une conférence de presse à quelques heures seulement de son envol pour la Jordanie, où son équipe et lui tenteront d'élucider toute l'énigme qui entoure le transfert de ces enfants en Algérie. Faut-il le préciser, le Conseil national de l'Ordre des médecins a été contacté par un

médecin irakien, Omar Kubeissi, qui travaille dans une clinique en Jordanie et qui a lancé le SOS pour la prise en charge de ces enfants par l'Algérie, dans le cadre de la solidarité arabe. «Nous avons répondu favorablement à cet appel de détresse et l'UGTA nous a garanti à cet effet, la prise en charge financière de toute cette opération. Nous avons également l'appui de plusieurs cliniques privées et des hôpitaux», a affirmé M. Berkani en insistant sur le caractère humanitaire et solidaire de cette action.

«Nous n'avons pas soupçonné que cette affaire prenne une ampleur aussi importante». En fait, la presse française qui a pris la défense de l'association israélienne a fait croire que «l'Algérie a détourné ces malades qui, a priori, devaient être transférés à Tel Aviv.

Selon le conférencier, les familles des enfants malades ont, effectivement accepté dans un premier temps par désespoir, l'aide de l'association israélienne. Mais une fois que l'Algérie a répondu favorablement à la sollicitation du médecin irakien, les familles ont été soulagées par l'offre.

«Nous allons rencontrer les parents de ces enfants et leur poser clairement la question s'ils veulent transférer leurs enfants en Algérie. Nous ne ferons rien contre la volonté des concernés», a rassuré M. Berkani. Pour ce qui est de la prise en charge

des soins des enfants, l'orateur a expliqué que dès son arrivée en Jordanie, il consultera les dossiers médicaux des malades et des copies seront transmises aux spécialistes algériens, volontaires pour participer à cette action humanitaire.

«Les 14 enfants seront pris en charge par l'Algérie dans la mesure des compétences nationales. Si un transfert vers d'autres pays plus compétents est nécessaire, nous ferons également toutes les démarches indispensables», fait-il savoir, en rappelant que la Jordanie accueillera du 1^{er} au 4 mai le congrès des médecins arabes.

Une occasion certes pour discuter du cas de ces enfants irakiens. Jusqu'à hier, les informations réunies de part et d'autres concernant cette affaire, restent incomplètes.

R. M.

TIZI-OUZOU

Rassemblement de protestation des PCEF devant la Direction de l'éducation

Les PCEF (Professeur certifié à l'enseignement fondamental) du moyen et du primaire de la wilaya de Tizi-Ouzou ont organisé un sit-in, avant-hier, devant leur direction pour contester leur classification dans la nouvelle grille de salaires les reléguant à la 11^e catégorie alors que leurs collègues de lycée, titulaires du même diplôme, une licence en l'occurrence, sont classés à la 13.

Un coup de grâce pour ces enseignants longtemps considérés par leur tutelle comme l'épine dorsale du chantier de la réforme. Reste à savoir si un tel revirement est le fruit d'un reniement affiché de cette même politique ou, comme le laissent entendre ces mêmes enseignants, il relève d'un simplisme effarant en ce sens qu'aucun des syndicats classiques n'a daigné défendre leur particularité.

Dans les deux cas, le niveau d'instruction tant déclamé pour la réhabilitation du métier d'enseignant et, au-delà, le critère de qualification si cher aux pouvoirs

publics pour les différentes classifications ne sont apparemment plus de mise, estiment les contestataires. Il suffit, ajoutent-ils, de participer à la mise en scène des syndicats et de la tutelle qui s'adonnent au jeu d'élaboration des lois et de leur contraire en vue de satisfaire «les grands bruits» pour «se tailler» une bonne place dans la nouvelle grille.

En l'absence d'une représentation syndicale loin donc de ce brouhaha, les PCEF, non seulement ont perdu la place qui leur revient de droit et de mérite, mais se retrouvent loin derrière leurs



Alger, février 2008.

confrères de même niveau et assimilés aux fonctionnaires titulaires de la terminale ou d'un bac plus deux ans et demi.

En l'absence du directeur de l'éducation, les présents ont

installé différents délégués de différentes dairas pour coordonner et propager leur mouvement en vue de faire aboutir leurs droits.

F. B.

POUR DÉFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS

Six organisations syndicales autonomes de Béjaïa appellent à une réunion de concertation

Six organisations syndicales autonomes implantées au niveau de la wilaya de Béjaïa, à savoir le Snapap, le CLA, l'Unpef, le Cnes, le Satef et le SNPSSP, ont, à travers un communiqué signé conjointement la semaine écoulée au terme d'une rencontre, appelé l'ensemble des structures syndicales et autres unions professionnelles, associations des chômeurs de Béjaïa, à participer à la réunion de concertation programmée pour ce jeudi au siège du Snapap afin de définir un plan d'action commun pour la célébration de la Journée internationale des travailleurs, le 1^{er} mai prochain.

Les initiateurs de la rencontre entendent donner, à travers ce cadre de concertation, un prolongement aux luttes syndicales afin de «préserver les acquis sociaux du monde du travail chèrement arrachés grâce à des années de lutte et de sacrifices de tous les travailleurs», lit-on dans ledit document.

A. Kersani

BOUIRA

Les travailleurs de l'hôtel Djurdjura de Tikjda protestent

29 travailleurs de l'hôtel Djurdjura viennent de signer une pétition contre le transfert de leur hôtel au ministère de la Jeunesse et des Sports et demandent au président de la République son intervention afin de sauver ce seul site touristique encore ouvert au grand public.

D'après ces travailleurs, cette décision de transfert s'est faite sans leur consentement et en violation flagrante des lois notamment celles se référant aux droits des travailleurs désireux de rester dans leurs postes. En outre, ils rappellent que le président-directeur général de l'EGT-Centre duquel relève l'hôtel Djurdjura de Tikjda, menace de porter plainte contre eux, au cas où ils refuseraient de quitter les lieux. Enfin, ces travailleurs rappellent le lourd sacrifice consenti pendant les années de terrorisme en restant sur les lieux malgré toutes les menaces et l'assassinat de trois de leurs collègues.

Y. Y.

L'ASSOCIATION NEDJMA AU FORUM D'EL MOUDJAHID Pour la promotion du tourisme national

L'association nationale des échanges touristiques et culturels internationaux «Nedjma» maintient sa vocation première : œuvrer à la promotion du tourisme. Même si les subventions font défaut...

Permettre aux jeunes de développer leurs connaissances sur la culture du pays et les autres cultures grâce aux échanges culturels, touristiques et linguistiques est le but principal de cette association créée en 1964, sous l'égide du FLN. Après une longue période d'hibernation, Nedjma marque son retour avec un programme d'activités très riche, dédié surtout aux jeunes. «Nous sommes en cours de préparation du festival Gnaoua à Ain-Sefra du 24 au 29 mai prochain», explique le président de l'association, Mohamed-Seddik Echaref.

Ce festival connaîtra la participation de plusieurs artistes africains. Dédiée à l'écotourisme, une rencontre de six jours sera également organisée. Elle se déroulera du 1^{er} au 6 juin et coïncidera avec la Journée mondiale de l'environnement. Concernant la promotion de l'artisanat, un séminaire sur les arts traditionnels sera organisé. Un autre projet est en cours d'étude : «l'organisation de circuits historiques sur le territoire national» alliant tourisme et histoire. «Le tourisme contribue à l'évolution de l'économie du pays et la création d'emplois. Et nous voulons participer à cette évolution», souligne l'orateur. Comment ? En valorisant le tourisme national, en initiant les jeunes à la découverte des sites archéologiques culturels et culturels du pays. Mais également en les encourageant à les préserver, estime Echaref. Pour la saison estivale, des séjours destinés aux jeunes et aux familles seront proposés dès le mois de juillet.

La capacité de prise en charge est estimée à 400 voyageurs. Les tarifs sont étudiés pour permettre aux jeunes étudiants et aux familles aux revenus modestes de profiter de ces séjours. Ainsi, un séjour de 10 jours en Tunisie (par voie terrestre) coûtera 18 000 DA aux étudiants, tous frais payés. «Ils seront hébergés dans une cité universitaire, présentant tout le confort nécessaire». Une deuxième formule spéciale familles est proposée à 21 500 DA. Elle inclut uniquement les frais de transport et d'hébergement.

W. Z.